

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Ratification de l'Accord de financement additionnel

relatif à la deuxième phase du

Projet d'Amélioration des Résultats Nutritionnels (PARN II)

Financé par

l'Association Internationale de Développement (IDA)



**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

PROJET DE LOI N° 029/2026 du 10 juin 2026

Autorisant la ratification de l'Accord de prêt relatif au financement additionnel de la deuxième phase du Projet d'Amélioration des Résultats Nutritionnels (PARN II), conclu le 11 juin 2026 entre la République de Madagascar et l'Association Internationale de Développement (IDA).

EXPOSE DES MOTIFS

Le secteur de la santé et de la nutrition à Madagascar reste confronté à des défis majeurs, caractérisés par une forte prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de deux ans, ainsi qu'un accès limité aux services essentiels, notamment en milieu rural. Ces contraintes sont aggravées par les chocs économiques et climatiques récurrents.

Dans ce contexte, le Projet d'Amélioration des Résultats Nutritionnels (PARN) vise à accroître l'utilisation d'un paquet d'interventions en santé reproductive et en santé et nutrition de la mère et de l'enfant (SR-SNME), ainsi qu'à améliorer les comportements clés en matière de nutrition reconnus pour réduire le retard de croissance dans les 13 régions ciblées. Les financements antérieurs ont permis d'étendre la couverture des services intégrés, d'améliorer l'accès aux soins et de renforcer les capacités institutionnelles, avec des résultats probants.

Cependant, face à l'augmentation des coûts des intrants et à l'épuisement des ressources, un financement additionnel est nécessaire pour garantir la continuité des services essentiels et préserver les acquis. Ce financement permettra de consolider les interventions à fort impact, de renforcer les systèmes existants et de soutenir la mise en œuvre efficace du projet.

Ainsi, pour permettre d'atteindre les objectifs fixés initialement et de poursuivre les actions initiées, un financement additionnel, à travers un prêt de QUATRE-VINGTS MILLIONS DE DOLLARS AMERICAINS (80 000 000 USD), équivalant à 335 745 600 000 Ariary, a été accordé par l'IDA. La date de clôture du projet, fixée initialement au 31 décembre 2026, est prorogée au 31 décembre 2027.

Composantes du projet

Composante 1. Extension de la couverture et de l'utilisation des services de Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile, Adolescente et Nutritionnelle (SRMNIA-N) : amélioration de la qualité et de l'utilisation des services de santé et de nutrition SRMNIA-N, surtout au niveau communautaire en mettant l'accent sur l'intégration des services, la sensibilisation des populations, et la réduction des obstacles financiers et sociaux.

Composante 2. Renforcer les capacités de gestion et de mise en œuvre du programme de SRMNIA-N : développement des compétences du personnel de santé, amélioration des systèmes de données, de la gestion des ressources humaines et de la qualité des soins, financement basé sur la performance, recherche et amélioration des infrastructures sanitaires.

Composante 3. Appui aux interventions multisectorielles et à la gestion de projet : amélioration de la nutrition via d'autres secteurs comme la protection sociale et l'agriculture, renforcement de la coordination entre institutions et niveaux (national, régional, local) pour plus d'efficacité et de durabilité.

Composante 4. Gestion du projet, renforcement des capacités et appui aux opérations

Ministère de tutelle technique : Ministère de la Santé Publique

Zones d'intervention : 13 Régions Haute Matsiatra, Amoron'i Mania, Vakinankaratra, Itasy, Bongolava, Vatovavy, Fitovinany, Analamanga, Alaotra Mangoro, Atsimo Atsinanana, Anosy, Androy, Atsinanana,

Conditions financières du prêt :

Montant USD	80 000 000
Durée de remboursement	40 ans dont 11 ans de différé
Taux d'intérêt	0%
Commission d'engagement	0,5% maximum
Commission initiale	0%

Aux termes de l'article 137, paragraphe II de la Constitution, « la ratification ou l'approbation des traités qui engagent les finances de l'Etat doit être autorisée par la Loi ».

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de la Santé Publique seront chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Tel est, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, l'objet du présent projet de Loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Antananarivo, le

Le Ministre de l'Economie
et des Finances

Le Ministre de la Santé Publique

Herinjatovo Aimé RAMIARISON

Monira MANAGNA



PRÉSIDENCE DE LA REFONDATION DE LA REPUBLIQUE

PROJET DE LOI N° 029/2026 du 10 juin 2026

Autorisant la ratification de l'Accord de prêt relatif au financement additionnel de la deuxième phase du Projet d'Amélioration des Résultats Nutritionnels (PARN II), conclu le 11 juin 2026 entre la République de Madagascar et l'Association Internationale de Développement (IDA)

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du.....,

LE PRÉSIDENT DE LA REFONDATION DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT

Vu la Constitution,

Vu la Décision N° _____-HCC/D du _____ de la Haute Cour Constitutionnelle,

PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. - Est autorisée la ratification de l'Accord de prêt relatif au financement additionnel de la deuxième phase du Projet d'Amélioration des Résultats Nutritionnels (PARN II), conclu le 11 juin 2026 entre la République de Madagascar et l'Association Internationale de Développement (IDA), d'un montant de QUATRE-VINGTS MILLIONS DE DOLLARS AMERICAINS (80 000 000 USD), équivalant à 335 745 600 000 Ariary.

Article 2.- La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Promulguée à Antananarivo, le

**Par Le Président de la Refondation de la République,
Chef de l'Etat**

Michaël RANDRIANIRINA

**Vu pour être annexé
Au décret n° 2026-1474 du 10 juin 2026**

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Mamitiana RAJAONARISON



GOUVERNEMENT

DECRET N°2026-1474

Portant présentation au Parlement du Projet de Loi n° 029/2026 du 10 juin 2026 autorisant la ratification de l'Accord de prêt relatif au financement additionnel de la deuxième phase du Projet d'Amélioration des Résultats Nutritionnels (PARN II), conclu le 11 juin 2026 entre la République de Madagascar et l'Association Internationale de Développement (IDA)

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu la Décision n°10-HCC/D3 du 14 octobre 2025 accordant à l'autorité militaire compétente, représentée par le Colonel RANDRIANIRINA Michaël, l'exercice des fonctions de Chef de l'Etat ;

Vu le Décret n°2026-776 du 15 mars 2026 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2026-777 du 25 mars 2026 portant nomination des membres du Gouvernement ;

DÉCRÈTE :

Article premier.- Le projet de Loi n° 029/2026 du 10 juin 2026 autorisant la ratification de l'Accord de prêt relatif au financement additionnel de la deuxième phase du Projet d'Amélioration des Résultats Nutritionnels (PARN II), conclu le 11 juin 2026 entre la République de Madagascar et l'Association Internationale de Développement (IDA), d'un montant de QUATRE-VINGTS MILLIONS DE DOLLARS AMERICAINS (80 000 000 USD), équivalant à 335 745 600 000 Ariary, délibéré en Conseil des Ministres le 10 juin 2026, annexé au présent décret et comportant deux (02) articles sera présenté au Parlement.

Article 2 – Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de la Santé Publique sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Fait à Antananarivo, le 10 juin 2026

Par le Premier Ministre,
Chef de Gouvernement,

Mamitiana RAJAONARISON

Le Ministre de l'Economie et des Finances

Le Ministre de la Santé Publique

Herinjatovo Aimé RAMIARISON

Monira MANAGNA



FICHE TECHNIQUE

PROJET D'AMÉLIORATION DES RÉSULTATS NUTRITIONNELS SELON L'APPROCHE PROGRAMMATIQUE MULTIPHASE (APM) PHASE 2: FINANCEMENT ADDITIONNEL

1. LOCALISATION DU PROJET	Région	13 régions (<i>Haute Matsiatra, Amoron'i Mania, Vakinankaratra, Itasy, Bongolava, Vatovavy, Fitovinangy, Analamanga et Alaotra Mangoro, Atsimo Atsinanana, Anosy, Androy et Atsinanana</i>)
	District	60
	Commune	1080
2. NOMBRE BENEFICIAIRES	5 210 000 bénéficiaires (femmes, enfant de moins de 5 ans et Adolescents)	
3. OBJECTIF	L'objectif de développement du programme (ODP) est de réduire de 30% la prévalence du retard de croissance de chez les enfants de moins de deux ans dans les régions ciblées	
4. COMPOSANTES DU PROJET	Composante 1 : Étendre la couverture et l'utilisation du paquet minimum de services de SRMNIA-N - Améliorer la qualité des services dans le cadre d'une plateforme communautaire intégrée de prestation de services de santé primaire et de nutrition pour le panier minimal de SRMNIA-N - Réduire les obstacles qui entravent l'utilisation des services de santé et de nutrition	
	Composante 2 : Renforcer les capacités de gestion et de mise en œuvre du programme de SRMNIA-N - Renforcement des capacités des agents de première ligne – formation intégrée en SRMNIA-N - Renforcer la disponibilité et l'utilisation des données sur la santé et la nutrition - Renforcer les capacités de supervision et de gestion aux niveaux régional, des districts et central - Financement basé sur les résultats (FBR) pour améliorer la qualité de la prestation de services - Conception et mise en œuvre de programmes et politiques fondés sur des données probantes - Amélioration des établissements de santé pour des soins de SRMNIA de qualité	
	Composante 3 : Appui aux interventions multisectorielles et à la gestion de projet - Soutenir les activités de renforcement de la protection sociale pour améliorer la nutrition - Promotion de l'agriculture et de la sécurité alimentaire pour une meilleure nutrition - Renforcer les capacités multisectorielles de coordination, de suivi et de gestion des interventions aux niveaux central et décentralisé afin d'en améliorer l'impact et la durabilité	
	Composante 4 : Gestion du projet, renforcement des capacités et appui aux opérations	
5. RESULTATS ATTENDUS	- Pourcentage de nourrissons de 0 à 5 mois nourris exclusivement au sein : 61,5% - Pourcentage de femmes ayant reçu des comprimés de FAF/MMS lors de la dernière grossesse : 90% - Pourcentage d'enfants de 6 à 23 mois recevant 5 des 8 groupes alimentaires	

	recommandés : 33,1% - Pourcentage d'enfants de 6 à 59 mois ayant reçu une supplémentation en vitamine A au cours des 6 derniers mois : 80% - Nombre d'accouchements dans les centres de santé de base publics dans les régions ciblées : 1 190 000
6. DUREE INDICATIVE	1 ^{er} juillet 2026 au 31 Décembre 2026
7. SITUATION DU PROJET	Il s'agit d'un fonds additionnel (FA) Le FA proposé vise à combler un déficit de financement inévitable qui menace la continuité des services essentiels de Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Adolescente et de Nutrition (SRMNIA-N) avant la date de fin de l'Approche Programmatique Multiphase (PMA). Le FA assurera la continuité de la couverture des services essentiels de santé et de nutrition dans les zones d'interventions qui représentent actuellement dans 45 % du pays
8. FINANCEMENT	BANQUE MONDIALE Montant total du financement : 90.000.000 USD dont 80.000.000 (IDA) et 10.000.000 (GFF)

CREDIT NUMBER 8046-MG
Amendment to CREDIT NUMBER 7193-MG
Amendment to GRANT NUMBER E112-MG

Financing Agreement

**(First Additional Financing Phase 2 of Improving Nutrition Outcomes Using the
Multiphase Programmatic Approach Project) and Amendments to the Original
Financing Agreement**

Between

REPUBLIC OF MADAGASCAR

and

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION



FINANCING AGREEMENT

AGREEMENT dated as of the Signature Date between the REPUBLIC OF MADAGASCAR (“Recipient”) and INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION (“Association”). The Recipient and the Association hereby agree as follows:

ARTICLE I — GENERAL CONDITIONS; DEFINITIONS

- 1.01. The General Conditions (as defined in the Appendix to this Agreement) apply to and form part of this Agreement.
- 1.02. Unless the context requires otherwise, the capitalized terms used in this Agreement have the meanings ascribed to them in the General Conditions or in the Appendix to this Agreement.

ARTICLE II — FINANCING

- 2.01. The Association agrees to extend to the Recipient a credit, which is deemed as Concessional Financing for purposes of the General Conditions, in the amount of eighty million (80,000,000\$), as such amount may be converted from time to time through a Currency Conversion (variously, “Credit” and “Financing”), to: (a) assist in financing the project described in Schedule 1 to this Agreement (“Project”); and (b) provide the Rapid Response Option (“RRO”).
- 2.02. The Recipient may withdraw the proceeds of the Financing in accordance with Section III of Schedule 2 to this Agreement.
- 2.03. The Maximum Commitment Charge Rate is one-half of one percent (1/2 of 1%) per annum on the Unwithdrawn Financing Balance.
- 2.04. The Payment Dates are February 15 and August 15 in each year.
- 2.05. The principal amount of the Credit shall be repaid in accordance with Section 3.05 of the General Conditions and the repayment schedule set forth in Schedule 3 to this Agreement.
- 2.06. The Payment Currency is Dollar.

ARTICLE III — PROJECT; CONTINGENT EMERGENCY RESPONSE PROJECT

- 3.01. The Recipient declares its commitment to the objectives of the Project and the MPA Program and the Contingent Emergency Response Project (“CERP”). To this end, the Recipient shall: (a) carry out the Project in accordance with the provisions of Article V of the General Conditions and, Schedule 2 to this Agreement; and

(b) shall carry out, or cause to be carried out, the CERP in accordance with Article V of the General Conditions.

ARTICLE IV — EFFECTIVENESS; TERMINATION

- 4.01. The Effectiveness Deadline is the date one hundred and eighty (180) days after the Signature Date.
- 4.02. For purposes of Section 10.05 (b) of the General Conditions, the date on which the obligations of the Recipient under this Agreement (other than those providing for payment obligations) shall terminate is twenty (20) years after the Signature Date.

ARTICLE V — REPRESENTATIVE; ADDRESSES

- 5.01. The Recipient's Representative is its minister responsible for economy and finance.
- 5.02. For purposes of Section 11.01 of the General Conditions:

(a) the Recipient's address is:

Ministry of Economy and Finance
PO Box 61
101 Antananarivo
Republic of Madagascar; and

(b) the Recipient's Electronic Address is:

Facsimile: E-mail: tresorddp@gmail.com

- 5.03. For purposes of Section 11.01 of the General Conditions:

(a) the Association's address is:

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America; and

(b) the Association's Electronic Address is:

Telex: Facsimile:
248423 (MCI) 1-202-477-6391

AGREED as of the Signature Date.

REPUBLIC OF MADAGASCAR

By

Herinjatovo Aimé Ramiarison

Authorized Representative

Herinjatovo Aimé Ramiarison

Name: _____

Title: _____ Minister of Economy and Finances

Date: _____ 11-Jun-2026

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By

Atouseck

Authorized Representative

Atouseck

Name: _____

Title: _____ Country Manager

Date: _____ 10-Jun-2026

SCHEDULE 1

Project Description

The objective of the Project is: (i) to increase utilization of package of reproductive, maternal and child health and nutrition (“RMCHN”) interventions; and (ii) improve key nutrition behaviors known to reduce stunting in Targeted Regions.

The Project constitutes a phase of the MPA Program, and consists of the following parts:

Part 1. Scale up Coverage and Utilization of the reproductive, maternal, newborn, child health and adolescent health and nutrition (RMNCAH-N) Minimum Package

1.1 Improve quality of services in an integrated primary health and nutrition community service delivery platform for RMNCAH-N minimum package

Support to the Recipient to improve quality of services in an integrated primary health and nutrition community service delivery platform to deliver the RMNCAH-N Minimum Package for women of reproductive age, pregnant women, adolescent, and children under five, including support to service providers for the delivery of the RMNCAH-N Minimum Package, through primary care facilities and integrated nutrition and health sites in villages, including delivery of nutrition and health services and community nutrition demonstrations, reporting, referral, counter-referral and supervision mechanisms, service delivery accountability mechanisms, and Selected Health and Nutrition Interventions, all through the provision of technical advisory services, non-consulting services, Training, Operating Costs and the acquisition of goods.

1.2 Reduce barriers to utilization of health and nutrition services at community and primary levels Support to the Recipient to reduce barriers to the utilization of health and nutrition services at community and primary levels through community outreach services provided under the *Strategie Avancée*, a fee exemption scheme, behavior change activities including mass media campaigns aimed at improving key nutrition and health behaviors all through the provision of Training and technical advisory services, non-consulting services, Operating Costs and the acquisition of goods.

Part 2. Strengthen Capacity to Manage and Deliver the RMNCAH-N Minimum Package

2.1 Supporting capacity building for facility-based health workers through a comprehensive approach operating at the institutional and clinical layers of the health system, complementing community-level supervision and coaching including:

(a) supporting continuous professional development through a multi-modal in-service training approach, including: (i) mobile-accessible e-learning modules for self-paced remote learning; (ii) job aids embedded in routine workflows; and (iii) a structured

mentorship system coordinated by Regional Training Offices for on-the-job coaching and skills reinforcement, with particular emphasis on safer birth care; and financing technical assistance, co-design workshops, prototyping of interoperable applications, and user training;

(b) strengthening pre-service education to ensure that graduate health workers enter the workforce equipped with the skills required for frontline healthcare delivery, including: (i) development of competency-based curricula aligned with national and international standards; (ii) clinical preceptorships designed to bridge classroom learning and clinical practice; (iii) rehabilitation of training infrastructure, including simulation and skills laboratories; and (iv) introduction of digital platforms to enhance the quality and reach of pre-service training; and

(c) strengthening human resource management systems to underpin in-service and pre-service investments with a stronger institutional foundation, including workforce planning tools, comprising computerized human resource management systems and updated job and skills frameworks, to improve staff deployment, performance tracking, and retention, particularly in underserved areas.

2.2 Support for strengthening the availability and utilization of health and nutrition data and strengthening the capacity for data collection, monitoring and use; improving the efficiency of the information system and supporting the use of tablets and smartphones for data collection purposes to improve the quality of services at community facility, district, regional and central levels, all through the provision of Training, technical advisory services, non-consulting services, Operating Costs and the acquisition of goods.

2.3 Support to strengthen supervision and management capacities at the regional, district and central government and other entities responsible for the delivery of the health and nutrition services all through the provision of Training, technical advisory services, non-consulting services, Operating Costs and the acquisition of goods.

2.4 Support to improve the quality of service delivery through the scale up of a RBF model for financing Subprojects by Selected Health Facilities through RMNCAH-N Subgrants using an expanded list of indicators that ensure equal prioritization of nutrition with an RMNCAH-N Package, as well as cost-effective verification mechanisms and independent external verification.

2.5 Support for evidence-based program and policy design and implementation through building the evidence on the RMNCAH-N Minimum Package and other Selected Health and Nutrition Services carrying out surveys, studies and assessments, including evaluations, the implementation of innovative pilots, all through the provision of Training, technical advisory services, non-consulting services, Operating Costs and the acquisition of goods.

2.6 Support for upgrading health facilities to deliver quality RMNCAH-N care, including through improving community and health infrastructure, installing medical equipment, and establishing reliable water and electricity systems to enable facilities to offer a minimum

RMNCAH-N package covering skilled birth attendance, management of obstetric complications, and immediate newborn care; and expanding a financing mechanism that increases funds available to health facilities via the commune channel to support including *inter alia*: (i) Needs-Based Small Grants to health facilities; (ii) a digital platform to monitor, track, and publish information on fund utilization; and (iii) institutional development and public financial management capacity building;

Part 3. Support Multisectoral Interventions to Increase Impact of the Integrated Health and Nutrition Platform

3.1 Support social protection strengthening activities to improve nutrition in the Targeted Regions and incentivize community workers through, *inter alia*, promoting nutrition and health messages directly to vulnerable households; and testing, evaluating, and scaling up an existing model of income generating activities (“IGA”) to support the efforts at the community sites.

3.2 Promoting agriculture and food security to improve nutrition through, *inter alia*, supporting the establishment of community vegetable gardens through a pilot; supporting capacity building efforts at the municipal and community levels; and providing small grants and in-kind support to support the production of nutritious foods.

3.3. Strengthening multisectoral governance structures at central and decentralized levels to improve coordination, accountability, and sustainability of nutrition interventions, including:

(a) supporting the Office of National Nutrition (ONN) and the National Nutrition Council (CNN) to fulfill their mandates as strategic coordinators, including leading multisectoral planning, budgeting, and oversight, underpinned by integrated data systems for real-time monitoring and evidence-based decision-making;

(b) equipping regional nutrition offices and commune technical committees with the capacities and tools to lead local coordination and monitoring, with community organizations actively engaged to foster ownership and accountability, and deploying digital platforms to enable real-time monitoring and feedback across key sectors, including social protection and agriculture; and

(c) operationalizing governance improvements through: (i) performance contracts to selected Office of National Nutrition (ONN) and Office of Regional Nutrition to incentivize accountability from national to community levels; (ii) annual joint multisectoral nutrition reviews; and (iii) roll-out of district convergence scorecards and action plans.

Part 4. Project Management, Capacity Building and Operations Support

4.1. Project Management

Supporting the Recipient, and other selected entities, for management, capacity building and operations support for Project implementation through the financing of Operating Costs and capacity building, including initiating a dedicated analytical workstream to strengthen the evidence base for the Multiphase Programmatic Approach (MPA).

4.2. Technical Assistance and Capacity Building to the Ministry of Public Health, the Office of National Nutrition, and the Ministry of Economy and Finance

Strengthening institutional capacity and multisectoral coordination through technical assistance and capacity building, including:

- (a) supporting capacity building for the Ministry of Public Health (MoPH) and partner institutions, including the ONN, to strengthen their ability to implement key reforms and manage associated risks;
- (b) financing hands-on training sessions for key government counterparts, including the MoPH and the Ministry of Finance (MOF), on the core principles and operational requirements;
- (c) supporting the alignment of the Program's institutional arrangements with existing government systems to reinforce ownership and sustainability; and
- (d) facilitating peer learning exchanges with counterparts from other countries, as needed.

Part 5. Contingent Emergency Response Component (“CERC”)

Provision of immediate response to an Eligible Crisis or Emergency, as needed.

SCHEDULE 2

Project Execution

Section I. Implementation Arrangements

A. Institutional Arrangements

The Recipient shall, throughout Project implementation, maintain the following institutional arrangements, as further described in the PIM.

1. Steering Committee

- (a) The Recipient shall, at all times during Project implementation, maintain the Steering Committee ("SC") with composition and mandate acceptable to the Association.
- (b) The SC shall be chaired by the Recipient's Ministry of Finance and include, *inter alia*, representatives from ONN, MoPH, the Directorate for Public Debt, the Office of the Prime Minister, the Recipient's Ministry of Agriculture, Ministry of Livestock, the Ministry of Population, Social Protection and Women's Promotion, members of civil society.
- (c) The SC shall be responsible for providing overall strategic guidance, general oversight of Project implementation, performance monitoring, cross-sectoral coordination and consistency with sector policy and strategies, the approval of Annual Work Plans and Budgets and its amendments, procurement plans, annual audit reports and progress reports.
- (d) The SC shall meet at least twice annually.

2. Multisectoral Technical Committee

- (a) The Recipient shall, at all times during Project implementation, maintain a Multisector Technical Committee ("MTC") with terms of reference acceptable to the Association presided by the ONN, and at all times during Project implementation, maintain the MTC with composition and mandate acceptable to the Association.
- (b) The MTC shall provide technical inputs for the activities that fall within their sectoral mandate.

3. Project Implementation Unit

- (a) The Recipient shall, at all times during Project implementation, maintain the UPNNC.
- (b) The UPNNC shall, at all times during Project implementation, retain the following staff, *inter alia*, each with terms of reference, qualifications and experience satisfactory to the Association: (i) a coordinator; (ii) a procurement specialist; (iii) a financial management specialist; (iv) a monitoring and evaluation specialist, (v) environment and social risk management specialists.
- (c) The UPNNC shall recruit, no later than one (1) month after the Effective Date, one Chief Accountant, one financial manager, and two accountants all with qualification, experience and terms of reference acceptable to the Association;
- (d) The UPNNC shall be responsible for the following activities, *inter alia*: (i) project implementation and day-to-day management of project activities including coordination, fiduciary management, procurement, environmental and social impact mitigation, and the preparation of IFRs and project reports; (ii) recruitment of consultants and NGOs; (iii) concluding of Subgrant Agreements with Selected Health Facilities; and (iv) recruitment of an external auditor for the Project.

B. PIM

- 1. The Recipient shall update the Project Implementation Manual ("PIM") not later than two (2) months after the Effective Date and thereafter ensure that the Project is carried out in accordance with the PIM.
- 2. The PIM shall contain detailed arrangements, procedures and mechanisms for: (i) institutional coordination and Project implementation; (ii) the roles and responsibilities of all involved stakeholders; (iii) Project budgeting, accounting, disbursement and financial management; (iv) capacity building activities; (v) eligibility criteria and selection and approval procedures for Community Health and Nutrition Workers under Part I of the Project; (vi) eligibility criteria and selection procedures, approval, payment, verification, monitoring, evaluation, reporting and auditing for needs-based small grants to health facilities procurement under Part 2.6 of the Project; (viii) detailed arrangements, procedures and mechanisms for the selection and implementation of performance contracts to selected ONN and ORN to incentivize accountability from national to community levels under Part 3.3 of the Project, including detailed arrangements, procedures

and mechanisms for the implementation of said performance contracts, including accounting, disbursement and financial management; the eligibility and selection criteria, transfer and verification mechanisms; (ix) Project's monitoring, evaluation, reporting and communication; (x) multisectoral coordination; and (xi) other such administrative, financial, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for purposes of implementing the Project.

3. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not assign, amend, abrogate the PIM, or any provision thereof.
4. In the event of any conflict between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

C. RBF Operations Manual

1. The Recipient shall maintain the RBF Operations Manual.
2. The RBF Operations Manual shall contain detailed arrangements, procedures and mechanisms for the selection and implementation of RMNCAH-N Subgrants and Subprojects, including detailed arrangements, procedures and mechanisms for the implementation of said Subgrants and Subprojects, including accounting, disbursement and financial management; procurement; the eligibility and selection criteria, transfer and verification mechanisms; safeguards; monitoring, evaluation, reporting and communication; and other such administrative, financial, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for purposes of implementing RMNCAH-N Subprojects.
3. The RBF Operations Manual shall include a model RMNCAH-N Subgrant Agreement, to be used for each RMNCAH-N Subgrant.
4. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not assign, amend, abrogate the RBF Operations Manual, or any provision thereof.
5. In the event of any conflict between the provisions of the RBF Operations Manual and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

D. RMNCAH-N Subgrants and Subprojects

1. For the purposes of Part 2.4 of the Project the Recipient shall cause each Selected Health Facility to carry out Subprojects selected according to eligibility criteria and selection procedures set forth in the RBF Operations Manual and carried out according to administrative, procurement, financial management, safeguards, monitoring and evaluation procedures and arrangements set forth in said PBF Operations Manual.

2. Without limitation upon the foregoing, said RBF Operations Manual shall include, *inter alia*, a detailed elaboration of:
 - (a) the RMNCAH-N Package to be delivered under the RMNCAH-N Subprojects;
 - (b) the methodology for calculating the unit price to be paid for each RMNCAH-N Package to be delivered under RMNCAH-N Sub-projects, each of which unit price shall be calculated on the basis of a methodology acceptable to the Association ("Unit Price");
 - (c) a model form of agreement for the provision of a RMNCAH-N Subgrant ("RMNCAH-N Subgrant Agreement"); and
 - (d) the procedures for approval, monitoring and evaluation of RMNCAH-N Subprojects and for granting of RMNCAH-N Subgrants.
3. Each RMNCAH-N Subgrant Agreement shall include the following terms and conditions and other such conditions as may be specified in the RBF Operations Manual.
4. The RMNCAH-N Subgrant shall be provided on a non-reimbursable grant basis.
5. The Recipient shall, through the UPNNC, require each Selected Health Facility to:
 - (a) carry out its RMNCAH-N Subproject with due diligence and efficiency and in accordance with sound technical, economic, financial, managerial, environmental and social standards and practices satisfactory to the Association;
 - (b) provide, promptly as needed, the resources required for the purpose;
 - (c) procure the goods and services to be financed out of the Subgrant in accordance with the provisions of this Agreement;
 - (d) maintain policies and procedures adequate to enable it to monitor and evaluate in accordance with indicators acceptable to the Association, the progress of the Subproject and the achievement of its objectives;
 - (e) (i) maintain a financial management system and prepare financial statements in accordance with consistently applied accounting standards acceptable to the Association, both in a manner adequate to reflect the operations, resources and expenditures related to the RMNCAH-N Subproject; and (ii) at the Association's or the Recipient's request, have such financial statements audited by independent auditors acceptable to the Association, in accordance with consistently applied auditing standards acceptable to the Association, and promptly furnish the statements as so audited to the Recipient and the Association;
 - (f) enable the Recipient and the Association to inspect the RMNCAH-N Subproject, its operation and any relevant records and documents; and
 - (g) prepare and furnish to the Recipient and the Association all such information as the Recipient or the Association shall reasonably request relating to the foregoing.

6. The Recipient shall, through the UPNNC, exercise its rights under each RMNCAH-N Subgrant Agreement in such manner as to protect the interests of the Recipient and the Association and to accomplish the purposes of the Financing. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not assign, amend, abrogate or waive any RMNCAH-N Subgrant Agreement or any of its provisions.

E. Needs-based Small Grants

The Recipient shall ensure that no Participating Health Facilities is eligible for a needs-based Small Grant under Part 2.6 of the Project, unless and until the Recipient and the Participating Health Facility have entered into a Needs-based Small Grant Agreement in form and substance acceptable to the Association, setting forth, inter alia: responsibilities and obligations of each party; a description of the needs improvement to be undertaken by the Participating Health Facility; disbursement requirements and procedures; payment modalities; verification modalities; all in accordance with the PIM (“Needs-based Small Grants Agreement”).

F. Performance Contracts (PC) under Part 3.3 (c) of the Project

1. General

The Recipient shall administer Performance Contracts against verified results under Part 3.3 (c) of the Project in accordance with procedures set forth in this Part F and referred to in more detail in the PIM.

2. Eligibility Criteria for Performance Contracts

No proposed PC Beneficiary shall be eligible for financing unless, on the basis of an appraisal conducted in accordance with guidelines acceptable to the Association, the Recipient shall have determined that the proposed PC Beneficiary satisfies the eligibility criteria specified below and set forth in more detail in the PIM

3. Terms and Conditions of PC

PC shall be made pursuant to a PC Agreement to be concluded between the Recipient, and an eligible PC Beneficiary under terms and conditions acceptable to the Association and detailed in the PIM, which shall include the following provisions:

- (a) the description of the results and performance targets to be achieved and the arrangements for monitoring and reporting;

- (b) the modalities for PC payments including amount and periodic intervals of payments as well as verification procedures;
- (c) payments shall be made on a non-reimbursable grant basis; and
- (d) provisions to the effect that:
 - (i) the PC Beneficiary's right to the proceeds of the PC Grant may be suspended or terminated and/or the PC Beneficiary may be required to refund all or any part of the amount already paid upon the PC Beneficiary's failure to perform any of its obligations under the pertinent PC Agreement; and
 - (ii) each PC Beneficiary shall:
 - (A) execute the PC Agreement with due diligence and efficiency and in accordance with sound technical, economic, financial, managerial, environmental and social standards and practices satisfactory to the Association, including in accordance with the provisions of the Anti-Corruption Guidelines
 - (B) maintain policies and procedures adequate to enable it to monitor and evaluate in accordance with indicators acceptable to the Association, the progress of the PC and the achievement of its objectives;
 - (C) enable the Recipient and the Association to inspect the implementation of the PBF Grant, its operation and any relevant records and documents; and
 - (D) prepare and furnish to the Recipient and the Association all such information as the Recipient or the Association shall reasonably request relating to the foregoing.

4. The Recipient shall exercise its rights and carry out its obligations under the pertinent PC Agreement in such manner as to protect the interests of the Recipient and the Association and to accomplish the purposes of the Project, and, except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not assign, amend, abrogate or waive any PC Agreement, or any provision thereof.

G. Annual Work Plans and Budget

1. Each year the Recipient shall prepare a draft annual work plan and budget for the Project (including Training and Operating Costs) for each subsequent year of

Project implementation, of such scope and detail as the Association shall have reasonably requested.

2. The Recipient shall furnish to the Association, not later than November 30 of each year, the annual work plans and budgets approved by the Steering Committee for the Association's review and approval; except for the annual work plan and budget for the Project for the first year of Project implementation, which shall be furnished not later than one (1) month after the Effective Date. Only the activities included in an annual work plan and budget expressly approved by the Association (each an "Annual Work Plan and Budget") are eligible to be financed from the proceeds of the Financing.
3. Training shall be carried out on the basis of Annual Work Plans and Budgets, which shall, *inter alia*, identify: (a) particulars of the training envisaged; (b) the personnel to be trained; (c) the selection methods and criteria of the institution or individuals conducting such training; (d) the institution conducting such training if identified; (e) the purpose and justification for such training; (f) the location and duration of the proposed training; and (g) the estimate of the cost of such training.
4. The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Annual Work Plans and Budgets.
5. Annual Work Plans and Budgets may be revised as needed during Project implementation subject to the SC and Association's prior approval.

H. Environmental and Social Standards

1. The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Environmental and Social Standards, in a manner acceptable to the Association.
2. Without limitation upon paragraph 1 above, the Recipient shall ensure that the Project is implemented in accordance with the Environmental and Social Commitment Plan ("ESCP"), in a manner acceptable to the Association. To this end, the Recipient shall ensure that:
 - (a) the measures and actions specified in the ESCP are implemented with due diligence and efficiency, as provided in the ESCP;
 - (b) sufficient funds are available to cover the costs of implementing the ESCP;
 - (c) policies and procedures are maintained, and qualified and experienced staff in adequate numbers are retained to implement the ESCP, as provided in the ESCP; and
 - (d) the ESCP, or any provision thereof, is not amended, repealed, suspended or waived, except as the Association shall otherwise agree in writing, as

specified in the ESCP, and ensure that the revised ESCP is disclosed promptly thereafter.

3. In case of any inconsistencies between the ESCP and the provisions of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.
4. The Recipient shall ensure that:
 - (a) all measures necessary are taken to collect, compile, and furnish to the Association through regular reports, with the frequency specified in the ESCP, and promptly in a separate report or reports, if so requested by the Association, information on the status of compliance with the ESCP and the environmental and social instruments referred to therein, all such reports in form and substance acceptable to the Association, setting out, *inter alia*: (i) the status of implementation of the ESCP; (ii) conditions, if any, which interfere or threaten to interfere with the implementation of the ESCP; and (iii) corrective and preventive measures taken or required to be taken to address such conditions; and
 - (b) the Association is promptly notified of any incident or accident related to or having an impact on the Project which has, or is likely to have, a significant adverse effect on the environment, the affected communities, the public or workers, in accordance with the ESCP, the environmental and social instruments referenced therein and the Environmental and Social Standards.
5. The Recipient shall establish, publicize, maintain and operate an accessible grievance mechanism, to receive and facilitate resolution of concerns and grievances of Project-affected people, and take all measures necessary and appropriate to resolve, or facilitate the resolution of, such concerns and grievances, in a manner acceptable to the Association.
6. The Recipient shall ensure that all bidding documents and contracts for civil works under the Project include the obligation of contractor, and subcontractors and supervising entities to: (a) comply with the relevant aspects of ESCP and the environmental and social instruments referred to therein; and (b) adopt and enforce codes of conduct that should be provided to and signed by all workers, detailing measures to address environmental, social, health and safety risks, and the risks of sexual exploitation and abuse, sexual harassment and violence against children, all as applicable to such civil works commissioned or carried out pursuant to said contracts.

I. Contingent Emergency Response

1. In order to ensure the proper implementation of contingent emergency response activities under Part 5 of the Project (“Contingent Emergency Response Part”), the Recipient shall ensure that:
 - (a) a manual (“CERC Manual”) is prepared and adopted in form and substance acceptable to the Association, which shall set forth detailed implementation arrangements for the Contingent Emergency Response Part, including: (i) any structures or institutional arrangements for coordinating and implementing the Contingent Emergency Response Part; (ii) specific activities which may be included in the Contingent Emergency Response Part, Eligible Expenditures required therefor (“Emergency Expenditures”), and any procedures for such inclusion; (iii) financial management arrangements for the Contingent Emergency Response Part; (iv) procurement methods and procedures for the Contingent Emergency Response Part; (v) documentation required for withdrawals of Financing amounts to finance Emergency Expenditures; (vi) a description of the environmental and social assessment and management arrangements for the Contingent Emergency Response Part; and (vii) a template Emergency Action Plan;
 - (b) the Emergency Action Plan is prepared and adopted in form and substance acceptable to the Association;
 - (c) the Emergency Response Part is carried out in accordance with the CERC Manual and the Emergency Action Plan; provided, however, that in the event of any inconsistency between the provisions of the CERC Manual or the Emergency Action Plan and this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail; and
 - (d) neither the CERC Manual or the Emergency Action Plan is amended, suspended, abrogated, repealed or waived without the prior written approval by the Association.
2. The Recipient shall ensure that the structures and arrangements referred to in the CERC Manual are maintained throughout the implementation of the

Contingent Emergency Response Part, with adequate staff and resources satisfactory to Association.

3. The Recipient shall ensure that:
 - (a) the environmental and social instruments required for the Contingent Emergency Response Part are prepared, disclosed and adopted in accordance with the CERC Manual and the ESCP, and in form and substance acceptable to the Association; and
 - (b) the Contingent Emergency Response Part is carried out in accordance with the environmental and social instruments in a manner acceptable to the Association.
4. Activities under the Contingency Emergency Response Part shall be undertaken only after an Eligible Crisis or Emergency has occurred.

Section II. Project Monitoring, Reporting and Evaluation

The Recipient shall furnish to the Association each Project Report not later than forty-five days after the end of each calendar semester, covering the calendar semester.

Section III. Withdrawal of the Proceeds of the Financing

A. General

Without limitation upon the provisions of Article II of the General Conditions, the Recipient may withdraw the proceeds of the Financing to: (a) to finance Eligible Expenditures for the Project or the CERP in accordance with the Disbursement and Financial Information Letter; all in the amount allocated and, if applicable, up to the percentage set forth against each Category of the following table:

Category	Amount of the Credit Allocated (expressed in USD)	Percentage of Expenditures to be Financed (Tax inclusive)
(1) Goods, works, non-consulting services, and consulting services under Parts 1, 2 (except for Parts 2.4	75,000,000	

and 2.6 (i)) , 3.1, 3.3 (except 3.3 (c (i)) of the Project		100%
(2) Subgrants Under Part 2.4 of the Project	1,500,000	100%
(3) Needs Based Small grants Under Part 2.6 (i) of the Project	2,000,000	100%
(4) Performance Contracts Part 3.3 (c) (i)	1,500,000	100%
(5) Eligible Expenditures for the CERP	0	100%
(6) Emergency Expenditures under Part 5 of the Project	0	
TOTAL AMOUNT	80,000,000	

B. Withdrawal Conditions; Withdrawal Period

1. Notwithstanding the provisions of Part A of this Section, no withdrawal shall be made:
 - (a) for payments made prior to the Signature Date, except that withdrawals up to an aggregate amount not to exceed 8,000,000 may be made for payments made prior to this date but on or after March 31, 2026, for Eligible Expenditures under Category (1); or
 - (b) for payments under Category (3) and (4) until and unless the Recipient has updated the PIM in a form and substance satisfactory to the Association
 - (c) for Eligible Expenditures under Category (5), until and unless the Association has notified the Recipient that the conditions set forth in Section 5.15 (a) of the General Conditions have been fulfilled;

- (d) for Emergency Expenditures under Category (6), unless and until all of the following conditions have been met in respect of said expenditures:
 - (i) (A) the Recipient] has determined that an Eligible Crisis or Emergency has occurred, and has furnished to the Association a request to withdraw Financing amounts under Category (6); and (B) the Association has agreed with such determination, accepted said request and notified the Recipient thereof; and
 - (ii) The Recipient has adopted the CERC Manual and Emergency Action Plan, in form and substance acceptable to the Association.
- 4.
 - (a) Notwithstanding the provisions of Part B.1 of this Section, and without limitation to the provisions set forth in Section 8.03 of the General Conditions, the Association may cancel all or a portion of the Unwithdrawn Financing Balance if at any time the Association has determined and notified the Recipient that there is Lack of Progress on Project Implementation.
 - (b) For purposes of paragraph (a) above, the term “Lack of Progress on Project Implementation” means no withdrawals of Financing amounts requested by the Recipient from the Financing Account for twelve (12) or more consecutive months, following the Effective Date, and that the Project is not making progress in the achievement of the Project objective(s) as monitored by the indicators referred to in Section 5.08 of the General Conditions, without the Recipient having taken timely and appropriate action satisfactory to the Association to rectify such issues.
- 5. The closing date is December 31, 2027

SCHEDULE 3

Repayment Schedule

The Recipient shall repay the principal amount of the Credit in accordance with the table set forth below.

Date Payment Due	Principal Amount of the Credit repayable (expressed as a percentage)*
On each February 15 and August 15 :	
From August 15, 2037 to August 15, 2065	1.72%
On _February 15, 2066	1.96%

*** The percentages represent the percentage of the principal amount of the Credit to be repaid, except as the Association may otherwise specify pursuant to Section 3.05 (b) of the General Conditions.**

APPENDIX

Section I. Definitions

1. “Anti-Corruption Guidelines” means, for purposes of paragraph 5 (a) of the Appendix to the General Conditions, the “Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants”, dated October 15, 2006 and revised in January 2011 and as of July 1, 2016.
2. “Category” means a category set forth in the table in Section III.A of Schedule 2 to this Agreement.
3. “CERC Manual” means the manual referred to in Section I of Schedule 2 to this Agreement, as such manual may be updated from time to time with the agreement of the Association, and which is an integral part of the Operational Manual.
4. “Contingent Emergency Response Part” means any activity or activities to be carried out under Part 5 of the Project to respond to an Eligible Crisis or Emergency.
5. “Community Health and Nutrition Workers” means community-based workers, nominated by Municipal Order (or any equivalent order) by the MoPH and UPNNC, according to criteria and procedures established in the PIM for the purpose of mobilizing communities to access critical health nutrition services at the community and household levels.
6. “Emergency Expenditures” means any of the eligible expenditures set forth in the CERC Manual referred to in Section I of Schedule 2 to this Agreement and required for the Contingent Emergency Response Part.
7. “Emergency Action Plan” means the plan referred to in Section I, detailing the activities, budget, implementation plan, and monitoring and evaluation arrangements, to respond to the Eligible Crisis or Emergency.
8. “Eligible Crisis or Emergency” means an event that has caused, or is likely to imminently cause, a major adverse economic and/or social impact to the Recipient, associated with a natural or man-made crisis or disaster.
9. “Environmental and Social Commitment Plan” or “ESCP” means the environmental and social commitment plan for the Project, dated May 5, 2026, as the same may be amended from time to time in accordance with the provisions thereof, which sets out the material measures and actions that the Recipient shall carry out or cause to be carried out to address the potential environmental and social risks and impacts of the Project, including the timeframes of the actions and

measures, institutional, staffing, training, monitoring and reporting arrangements, and any environmental and social instruments to be prepared thereunder.

10. “Environmental and Social Standards” or “ESSs” means, for purposes of paragraph 56 of the Appendix to the General Conditions, the standards referenced in said paragraph, effective on October 1, 2018, as published by the Association.
11. “General Conditions” means the “International Development Association General Conditions for IDA Financing, Investment Project Financing”, dated December 14, 2018 (Last revised on July 1, 2025).
12. “IFR” means Interim Financial Report.
13. “Ministry of Agriculture and Livestock” means the Recipient’s ministry in charge of Agriculture and the ministry in charge of livestock, or any successor thereto.
14. “MPA Program” means the multiphase programmatic approach program designed to reduce stunting prevalence in children under 2 years of age in Targeted Regions.
15. “MoPH” means the Recipient’s Ministry of Public Health.
16. “MTC” means Multisectoral Technical Committee.
17. “Needs-Based Subgrants” means payments made in the Recipient’s territory to eligible Participating Health Facilities out of Financing proceeds based on eligibility criteria, payment modalities, procedures and verification protocols and for expenditures satisfactory to the Association, as further set out in the Project Implementation Manual.
18. “NGO” means non-governmental organizations
19. “NTD” means neglected tropical diseases.
20. “ONN” means *Office National de Nutrition*, the Recipient’s National Office of Nutrition.
21. “Original Financing Agreement” means the financing agreement for the between the Recipient and the Association, dated (Credit No. 7193-MG and Grant No E112-MG).
22. “Original Project” means the Project described in Schedule 1 to the Original Financing Agreement.
23. “Operating Costs” means costs included in the Annual Work Program and budget acceptable to the Association which includes incremental costs of Project implementation such as vehicle operation and maintenance including for fuel,

community, insurance, banking charges, rental, office supplies, consumables and maintenance, utilities, document production, travel costs and *per diem* for Project related travel and accommodation and subsistence allowances for authorized travel, but excluding salaries of the Recipient's civil servants.

24. "PIM" means project implementation manual, the manual adopted by the Recipient, including PBF Operating Manual referred to in Section I.B of Schedule 2 to this Agreement.
25. "Primary Health Care Workers" means workers delivering health and nutrition services at the primary care facility level.
26. "Procurement Regulations" means, for purposes of paragraph 92 (a) of the Appendix to the General Conditions, the "World Bank Procurement Regulations for IPF Borrowers", dated February 2025.
27. "Rapid Response Option" or "RRO" means the use of all or any portion of the Credit that has been requested by the Recipient and accepted by the Association in accordance with the terms of this Agreement to: (a) assist in financing the CERP;
28. "Results-Based Financing" or "RBF" means results-based financing Operating Costs" means financing based on results.
29. "RBF Operations Manual" means the Results-Based Financing Operations Manual, referred to in Section 1.C of Schedule 2 to this Agreement, to be adopted by the Recipient as an annex to the PIM.
30. "RMCHN" means reproductive, maternal and child health and nutrition.
31. "RMNCAH-N" means reproductive, maternal, newborn, child health and adolescent health and nutrition
32. "RMNCAH-N Minimum Package" means an evidence-based package of RMNCAH-N interventions for pregnant women and children under five.
33. "SC" means Steering Committee.
34. "Selected Health and Nutrition Interventions" means health and nutrition interventions defined in the PIM such as early stimulation, NTD interventions.
35. "Selected Health Facility" means a facility selected according to eligibility criteria and selection processes outlined in the PIM; "Selected Health Facilities" means more than one such Selected Health Facility.
36. "Targeted Regions" means regions in which the Project shall be implemented, which shall be selected according to criteria and procedures established in the PIM.

37. “Signature Date” means the later of the two dates on which the Recipient and the Association signed this Agreement and such definition applies to all references to “the date of the Financing Agreement” in the General Conditions.
38. “Strategie Avancée” means the Recipient’s strategy for community outreach activities for selected interventions delivered by health facility staff.
39. “Training” means learning programs or courses in institutes/schools in the territory of the Recipient and abroad, workshops, lectures, seminars, courses, and coursework and study tours costs associated with training, as well as travels costs and per diem incurred by trainers and trainees, rental of training facilities, training materials and costs related to course preparation and implementation.
40. “UPNNC” means *Unité de Programme National de Nutrition Communautaire*, the Project’s PIU.

Section II. Amendments to the Original Financing Agreement

The Original Financing Agreement is amended as follows:

1. The description of the Project in Schedule 1 of the Original Financing Agreement is amended to read as the Schedule 1 to this Agreement.
2. December 31, 2027, is hereby established as the Closing Date for purposes of Section III.B.2 of Schedule 2 to the Financing Agreement;





**MINISTERAN'NY TOEKARENA
SY NY FITANTANAM-BOLA**

MINISTERAN'NY FAHASALAMAM-BAHOAKA

VOLAVOLAN-DALANALAHARANA FAHA 029/2026 ny 10 jona 2026

Manome alalana ny fankatoavan-dalàna ny Fifanarahana fampindramam-bola mikasika ny famatsiam-bola fanampiny ho an'ny dingana faharoa amin'ny Tetikasa Fanatsarana ny Vokatra ara-pahasalamana sy ara-tsakafo (PARN II), vita sonia ny 11 jona 2026 teo amin'ny Repoblikan'i Madagasikara sy ny Fikambanana Iraisam-pirenena misahana ny Fampandrosoana (IDA)

FAMELABELARANA NY ANTON'ANTONY

Mba hampihenana ny taha-pahataran'ny fitomboan'ny zaza latsaky ny roa taona, ny Tetikasa Fanatsarana ny Vokatra ara-tsakafo (PARN) dia mikendry ny hampitombo ny fampiasana fonosana fitsaboana amin'ny Fahasalamana ara-pananahana sy ny Fahasalaman'ny reny sy ny zaza ary ny Sakafo (SR-SNME), ary koa hanatsara ireo fitondran-tena fototra momba ny sakafo izay efa voaporofa fa mampihena izany fahataran'ny fitomboana izany any amin'ireo Faritra 13 iasana.

Ny tetikasa dia mizara ho sokajy efatra lehibe : (i) fanitarana ny fandrakofana sy ny fampiasana ny tolotra Fahasalaman'ny Fananahana, ny Reny, ny Zaza vao teraka, ny Zaza ary ny Tanora ary ny Sakafo (SRMNIA-N), (ii) fanamafisana ny fahaizan'ny rafitra ara-pahasalamana, (iii) fanohanana sehatra maro ary (iv) fitantanana ny tetikasa. Ny fanatanterahana dia ataon'ny UPNNC ao amin'ny ONN ho an'ny sehatra sakafo, ary ny UCP ao amin'ny Minisiteran'ny Fahasalamam-bahoaka ho an'ny sehatra fahasalamana.

Ny dingana faharoan'ny tetikasa (PARN II), izay nahazoana famatsiam-bola 85 tapitrisa dolara amerikana avy amin'ny IDA, dia tsy ampy hanatanterahana ireo fanamby napetraka. Noho izany, mba hahatratrarana ireo tanjona sy hanohizana ny asa efa natomboka, dia nanome famatsiam-bola fanampiny amin'ny alalan'ny fampindramam-bola mitentina VALOPOLO TAPITRISA DOLARA AMERIKANA (80 000 000 USD), mitovy amin'ny 335 745 600 000 Ariary, ny IDA. Ny fe-potoana fanatanterahana ny tetikasa, izay tokony hifarana ny 31 Desambra 2026, dia nohalavaina hatramin'ny 31 Desambra 2027.

Sokajy ny Tetik'asa

Sokajy 1- Fanitarana ny Fandrakofana sy ny Fampiasana ny Tolotra Fahasalamana ho an'ny Fananahana, ny Reny, ny Zaza Vao Hateraka, ny Zaza, ny Tanora ary ny Sakafo (RMMNIA-N): fanatsarana ny kalitao sy ny fampiasana ny tolotra ara-pahasalamana sy sakafo RMMNIA-N, indrindra eo amin'ny sehatry ny fiarahamonina, miaraka amin'ny fifantohana amin'ny fampidirana tolotra, ny fahatsiarovan-tenan'ny fiarahamonina, ary ny fampihenana ny sakana ara-bola sy ara-tsosialy.

Sokajy 2 - Fanamafisana ny Fahaiza-mitantana sy ny Fampiharana ny Fandaharan'asa RMMNIA-N: fampivoarana ny fahaiza-manaon'ny mpiasan'ny fahasalamana, fanatsarana ny rafitra angon-drakitra, ny fitantanana ny loharanon-karena, ary ny kalitaon'ny fikarakarana; famatsiam-bola mifototra amin'ny fahombiazana; fikarohana; ary fanatsarana ny fotodrafitrasa ara-pahasalama

Sokajy 3- Fanohanana ny Fidiran'ny sehatra maro sy ny Fitantanana Tetikasa: fanatsarana ny sakafo amin'ny alàlan'ny sehatra hafa toy ny fiarovana ara-tsosialy sy ny fambolena; ary fanamafisana ny fandrindrana eo amin'ny andrim-panjakana sy ny ambaratonga (nasionaly, isam-paritra, eo an-toerana) mba hahazoana fahombiazana sy faharetana bebe kokoa.

Sokajy 4: Fitantanana tetikasa, fananganana fahaiza-manao ary fanohanana ny asa

Ministera mpiahy ny Tetik'asa : Ministeran'ny Fahasalamam-bahoaka

Toerana ahitana ny Tetik'asa: Faritra 13: Haute Matsiatra, Amoron'i Mania, Vakinankaratra, Itasy, Bongolava, Vatovavy, Fitovinany, Analamanga, Alaotra Mangoro, Atsimo Atsinanana, Anosy, Androy, Atsinanana,

Fepetra findramam-bola :

Vola trosaina	80 000 000 USD
Faharetan'ny famerenam-bola	40 taona ka 11 taona voalohany tsy mamerina
Tahan'ny zana-bola	0%
Tambim-pamoaham-bola	0,5% raha be indrindra
tambim-pampiasam-bola	0%

Araka ny voalazan'ny andininy faha-137, andalana faha II ao amin'ny Lalàmpanorenana manao hoe: « Ny fankatoavan-dalàna na fankatoavana ny fifanarahana iraisam-pirenena izay mampiditra andraikitra ara-bola ho an'ny Fanjakana dia tsy maintsy omen-dalana amin'ny alalan'ny Lalàna ».

Ny Ministry ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola ary ny Ministry ny Fahasalamam-bahoaka no tompon'andraikitra amin'ny famelabelarana ny antonantony sy fitarihana ny adihevitra momba ny volavolan-dalàna.

Izany, Ramatoa sy Andriamatoa Parlemantera, no anton'ity volavolan-dalàna atolotray ho ankatoavinareo.

Antananarivo, le

Ny Ministry ny Toekarena
sy Fitantanam-bola

Ny Ministry ny
Fahasalamam-bahoaka

Herinjatovo Aimé RAMIARISON

Monira MANAGNA



FIADIADIANA NY FANAVAOZANA NY REPOBLIKA

VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA-029/2026 ny 10 jona 2026

manome alalana ny fankatoavan-dalàna ny Fifanarahana fampindramam-bola mikasika ny famatsiam-bola fanampiny ho an'ny dingana faharoa amin'ny Tetikasa Fanatsarana ny Vokatra ara-pahasalamana sy ara-tsakafo (PARN II), vita sonia ny 11 jona 2026 teo amin'ny Repoblikan'i Madagasikara sy ny Fikambanana Iraisam-pirenena misahana ny Fampandrosoana (IDA).

Nolanian'ny Antenimieram-pirenena nandritra ny fepotoam-pivoriany tamin'ny.....

NY FILOHAN'NY FANAVAOZANA NY REPOBLIKA, FILOHAM-PANJAKANA,

Araka ny Lalàmpanorenana,

Araka ny fanapahan-kevitra laharana faha _____ HCC/D tamin'ny _____
navoakan'ny Fitsarana Avo momba nhy Lalam-panorenana

DIA MAMOAKA IZAO LALANA IZAO, IZAY TOY IZAO NY ANDININDININY :

Andininy voalohany.-- Ekena ny fankatoavana ny Fifanarahana fampindramam-bola mifandraika amin'ny famatsiam-bola fanampiny ho an'ny dingana faharoa amin'ny Tetikasa Fanatsarana ny Vokatra ara-pahasalamana sy ara-tsakafo (PARN II), vita sonia ny 11 jona 2026 teo amin'ny Repoblikan'i Madagasikara sy ny Fikambanana Iraisam-pirenena misahana ny Fampandrosoana (IDA), mitentina **VALOPOLO TAPITRISA DOLARA AMERIKANA (80 000 000 USD)**, mitovy amin'ny 335 745 600 000 Ariary.

Andininy faharoa.-- Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika ity Lalàna ity ary hotanterahina ho Lalàm-panjakana..

Navoaka teto Antananarivo, faha

Avy amin'ny Filohan'ny Fanavaozana ny Repoblika,
Filoham-panjakana,

Michaël RANDRIANIRINA

Hita mba ho tovana
amin'ny Didim-panjakana laharana faha 2026-1474 ny 10 jona 2026

Avy amin'ny Praiminisitra, Lehiben'ny Governemanta,

Mamitiana RAJAONARISON



GOVERNEMANTA

DIDIM-PANJAKANA LAHARANA FAHA- 2026-1474

momba ny fampahafantarana eo anatrehan'ny Parlemanta ny Volavolan-dalàna laharana faha 029/2026 ny 10 jona 2026 manome alalana ny fankatoavan-dalàna ny Fifanarahana fampindramam-bola fanampiny ho an'ny dingana faharoa amin'ny Tetikasa Fanatsarana ny Vokatra ara-pahasalamana sy ara-tsakafo (PARN II), vita sonia ny 11 jona 2026 teo amin'ny Repoblikan'i Madagasikara sy ny Fikambanana Iraisam-pirenena misahana ny Fampandrosoana (IDA)

NY PRAIMINISTRA, LEHIBEN'NY GOVERNEMANTA,

Araka ny Lalàmpanorenana ;

Araka ny fanapahana laharana faha-10-HCC/D3 tamin'ny 14 oktobra 2025 anomezana ny fahefana miamila mahefa, soloin'ny Kolonely RANDRIANIRINA Michaël tena, hanatontosana ny andraikitry ny Filoham-panjakana ;

Araka ny Didim-panjakana laharana faha-2026-776 tamin'ny 15 marsa 2026 manendry ny Praiminisitra, Lehiben'ny Governemanta ;

Araka ny Didim-panjakana laharana faha-2026-777 tamin'ny 25 marsa 2026 manendry ireo mpikambana ao amin'ny Governemanta.

DIA MAMOAKA IZAO DIDIM-PANJAKANA IZAO :

Andininy voalohany.— Ny Volavolan-dalàna laharana faha- 029/2026 ny 10 jona 2026 manome alalana ny fankatoavana Fifanarahana fampindramam-bola fanampiny ho an'ny dingana faharoa amin'ny Tetikasa Fanatsarana ny Vokatra ara-pahasalamana sy ara-tsakafo (PARN II), vita sonia ny 11 jona 2026 teo amin'ny Repoblikan'i Madagasikara sy ny Fikambanana Iraisam-pirenena misahana ny Fampandrosoana (IDA), izay mitentina **VALOPOLO TAPITRISA DOLARA AMERIKANA (80 000 000 USD)**, mitovy amin'ny 335 745 600 000 Ariary, nodinihina teo amin'ny Filankevitry ny Ministra ny 10 jona 2026 nodinihina tao amin'ny Filankevitry ny Minisitra ny 10 jona 2026 tovana amin'ity Didim-panjakana ity ary misy andininy roa (02), dia hatolotra eo anatrehan'ny Parlemanta.

Andininy faharoa.— Ny Ministry ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola ary ny Ministry ny Fahasalamam-bahoaka no tompon'andraikitra amin'ny famelabelarana ny antonantony sy fitarihana ny adihevitra momba izany.

Natao teto Antananarivo, ny 10 jona 2026

Ny Praiministra, Lehiben'ny Governemanta,

Mamitiana RAJAONARISON

Ny Ministry ny Toekarena
sy ny Fitantanam-bola

Ny Ministry ny
Fahasalamam-bahoaka

Herinjatovo Aimé RAMIARISON

Monira MANAGNA



FISY TEKNIKA

TETIKASA : Dingana faha-2 amin'ny Tetikasa Fanatsarana ny Vokatry ny Fanjariantsakafo araka ny fomba fiasa ara-pajariana mizotra ambaratonga maro na "Approche Programmatique Multiphase (APM): vola fanampiny

1. TOERANA AHITANA NY TETIKASA	Région	Faritra 13: Matsiatra Ambony, Amoron'i Mania, Vakinankaratra, Itasy, Bongolava, Vatovavy, Fitovinangy, Analamanga, Alaotra Mangoro, Atsimo Atsinanana, Anosy, Androy, ary Atsinanana
	District	60
	Commune	1080
2. ISAN'NY MPISITRANKA	5 210 000 ireo mpahazo tombontso (vehivavybevoahoka sy mampinono ary ireo zaza latsaky ny 5 taona enfant de moins de 5 ans)	
3. TANJONA HO TRATRARINA	ny hampihenana 30% ny tahan'ny tsianjariantsakafo mitarazoka amin'ny ankizy latsaky ny roa taona any amin'ireo faritra voatondro	
4. IREO ANDRY IORENAN'NY ASA	Andry 1 : Hanitatra ireo fampiasana sy fahazoana ireo tolotra fototra momba ny fahasalamana ara-pananahan, ny fahasalaman,ny renysy ny zaza latsaky ny 5 taona, ny tanora ary ny fanjarinatsakafo - Hanatsara ny kalitaon'ny tolotra fanomezana ara-pahasalamana fototra momba ny fahasalamana ara-pananahan, ny fahasalaman,ny renysy ny zaza latsaky ny 5 taona, ny tanora ary ny fanjarinatsakafo - • Hampihena ireo sakana izay manakana ny fampiasana ny tolotra ara-pahasalamana sy fanjarian-tsakafo	
	Andry 2 : Hanamafy ny fahaiza-mitantana sy ny fanatanterahana ny fandaharan'asa momba ny fahasalamana ara-pananahan, ny fahasalaman,ny renysy ny zaza latsaky ny 5 taona, ny tanora ary ny fanjarinatsakafo SRMNIA-N - Hanamafy ny fahaizan'ireo mpiantsehatra eny ifotony -fiofanana miaraka momba ny fahasalamana ara-pananahan, ny fahasalaman,ny renysy ny zaza latsaky ny 5 taona, ny tanora ary ny fanjarinatsakafo - Hanamafy ny fahafahana mahazo sy mampiasa ny angon-drakitra sy antonan'isa momba ny fahasalamana sy ny fanjariantsakafo - Hanamafy ny fahaiza-manao amin'ny fanaraha-maso sy ny fitantanana eo amin'ny ambaratonga isan-tsokajine : distrika, faritra ary foibe - Fampiasana ny famatsiam-bola mifototra amin'ny vokatra azo (FBR) mba hanatsarana ny kalitaon'ny fanomezana tolotra - Hamolavola sy hanatanteraka fandaharana sy politika mifototra amin'ny porofo mivaingana - Hanatsara ireo tobim-pahasalamana fototra sy isan'ambaratongany mba hahazoana fikarakarana ara-pahasalamana sy ny fanjariantsakafo tasa kalitao	
	Andry 3 : Fanohanana ny asa ifandrimbonan'ny sehatra marolafy sy ny fitantanana ny tetikasa - Hanohana ny asa fanamafisana ny fiarovana sy tohana ara-tsosialy mba hanatsarana ny fanjariantsakafo - Hampiroborobo ny fambolena sy ny fahaleovan-tena ara-tsakafo ho an'ny fanjariantsakafo tsara kokoa - Hanamafy ny fahaiza-mitantana sy mandrindra ary manara-maso ny asa ifandrimbonan'ny sehatra marolafy eo amin'ny ambaratonga foibe sy ireo ambaratonga itsinjaram-pahefana mba hahazoana vokatra tsara sy maharitra	
	Andry 4 : Fitantanana ny tetikasa, fanamafisana ny fahaiza-manao, sy fanohanana ny asa	

5. VOHATRA ANDRASANA	- isan-jaton'ny zaza minono 0 ka hatramin'ny 5 volana omena rononon-dreny fotsiny ihany tsy misy fangarony : 61,5% - isan-jaton'ny vehivavy nahazo pilina FAF/MMS tamin'ny fitondrana vohoka farany : 90% - isan-jaton'ny ankizy 6 ka hatramin'ny 23 volana misakafo ny 5 amin'ireo vondron-koson-tsakafo miisa 8: 33,1% - isan-jaton'ny ankizy 6 ka hatramin'ny 59 volana nahazo tohana Vitaminina A tao anatin'ny 6 volana farany : 80% - Isan'ny fiterahana tany amin'ireo Tobim-pahasalamana fototra (CSB) tamin'ireo faritra voatondro : 1 190 000
6. Faharetany	18 volana (01 Jolay 2026 – 31 Desambra 2027).
7. Ny Toe-javatra misy eo anivon'ny Tetikasa PARN	FAMATSIAM-BOLA FANAMPINY Ity vola fanampiny ity dia natao hamenoana ny banga eo amin'ny tetibola mba hitohizan'ireo tolotra fototra momba ny fahasalamana ara-pananahana, ny Fahasalaman'ny Reny sy ny zaza, ny Tanora, ary ny Fanjariantsakafo (SRMNIA-N). Faritra voakasika: Mandrakotra ny 45%-n'ny firenena
8. Mpamatsy vola	Banky Iraisam-pirenena (Banque Mondiale). Tetibola manontolo: 90.000.000 Dôlara (ahitana ny IDA: 80 tapitrisa dôlara ary ny GFF: 10 tapitrisa dôlara).